

L'Humanité



Proétaires de tous les pays,
national et peuples opprimés, unissez-vous !

rouge

1F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 77 - Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 277

Samedi 31 mai 1975

PORTUGAL

Le P.C.P. (m-l) dans la lutte contre le révisionnisme

Nous venons de recevoir le bulletin d'information international du Comité central du Parti communiste du Portugal (marxiste-léniniste). Nous avons choisi d'en extraire pour tous nos lecteurs une information d'un grand intérêt qui permet de comprendre la juste ligne du PCP (ml) qui dans sa lutte contre le révisionnisme et le social-fascisme ne cède pas au gauchisme mais tient compte à chaque moment dans la situation complexe du Portugal des conditions concrètes du combat révolutionnaire pour l'indépendance nationale et le socialisme.

Henri JOUR

Depuis peu, l'Alliance ouvrière paysanne (AOC) a finalement été légalisée, après les élections évidemment, le but essentiel de sa suspension d'activités étant de l'empêcher d'y participer. Dans l'Unidade popular No 41 est paru un article sur les Congrès régionaux de l'AOC qui furent réalisés à Lisbonne, Porto, Car-taxo et Faro... et où participèrent, outre le PCP (ml), l'Union des femmes travailleuses du Portugal, la Fédération de Jeunesses communistes du Portugal (ml), les Jeunesses socialistes et le Parti socialiste... Ces congrès qui furent de larges réunions de travail... définirent des tâches pour la période politique actuelle sur la base d'une juste analyse de la situation politique portugaise. L'article souligne en outre... «pour sa haute signification révolutionnaire, le chaleureux soutien des militants d'AOC au PCP (ml), qui fut une constante de tous les congrès, montrant que les «révolutionnaires organisés dans l'AOC ont conscience de ce que la juste ligne politique du PCP(ml) est le guide sur la voie de la révolution socialiste au Portugal et, d'autre part, qu'ils reconnaissent le rôle dirigeant des communistes dans l'action politique de l'AOC».

Au cours d'un meeting du PCP (ml) réalisé à Lisbonne pour célébrer le 1er Mai, un délégué de l'AOC s'exprima en ces termes en ce qui concerne la signature du pacte avec le MFA par l'AOC :

«Une fois encore les radicaux montrent qu'ils sont radicaux, et montrent aussi qu'ils ne comprennent rien à la politique. A force de poursuivre des fantômes, ils ne voient pas où ils vont et ils se cassent la tête contre les murs de leur ignorance. A force de crier au fascisme, ils tombent dans les griffes du social-fascisme, en faisant son jeu.

«Pourquoi allons-nous signer le Pacte avec le MFA ?

«Parce que nous sommes pour son institutionnalisation. Parce que nous reconnaissons que le MFA est une organisation politique, avec une personnalité qui lui est propre, bien qu'il soit traversé par plusieurs courants et également parce que nous savons que, en plus d'avoir été l'agent direct du renversement du fascisme le 25 avril, il existe en son sein un courant qui lutte pour l'indépendance nationale contre les deux superpuissances.

«Pourrions-nous dire que l'orientation politique du MFA est égale à celle du parti de Cunhal ? Bien sûr que non ! En plus de la question de l'indépendance nationale, le MFA a défendu la réalisation des élections, à l'opposé de Cunhal et de ses petits copains.

«En signant le pacte, nous reconnaissons au MFA le droit de continuer à être la force dominante du pouvoir d'État. Il est bon de voir le revers de la médaille. Si le MFA rend le pouvoir aux partis qu'est-ce qui va en résulter ? Et des partis qui seraient au pouvoir quel est celui qui possède la force d'organisation suffisante pour, dans un très court laps de temps, jouer ses cartes et s'accrocher à toutes les cordes du pouvoir ? N'ayons pas d'illusions, camarades.

«Le parti de Cunhal est de fait, l'ennemi principal des masses travailleuses, et la signature du pacte par l'AOC, n'est rien d'autre que le soutien au MFA, dans la défense des libertés démocratiques, de l'indépendance nationale, contre le social-fascisme cunhaliste et contre le social-impérialisme russe».

AU PORTUGAL COMME EN FRANCE

Les ennemis de la liberté

Plusieurs centaines de militants du MRPP ont été arrêtés hier dans plusieurs villes du Portugal. Des perquisitions ont eu lieu dans les locaux de cette organisation. Aussitôt «l'Humanité» applaudit des deux mains. Voici plusieurs jours que les révisionnistes du P«C»F préparaient le terrain à cette nouvelle en déversant calomnies sur calomnies. Au lendemain de ces arrestations, «l'Humanité» titre : «Les militaires prennent des mesures de sécurité contre les agissements contre-révolutionnaires du MRPP». La vérité c'est que si les révisionnistes ont fait pression pour que le MRPP soit frappé c'est parce que celui-ci combat les activités contre-révolutionnaires du P«C»F au Portugal.

Ces arrestations au Portugal surviennent après l'agression du P«C»F contre le journal socialiste «Republica». Là encore les Marchais et Cie ont appuyé le coup de force. Séguy a cherché à faire passer cela pour un «très classique conflit du travail». Il cherche à cacher que ses amis du P«C»F, qui se sont déjà emparés par la force d'une grande partie des moyens d'information au Portugal, voulaient étouffer une des voix qui dénonçait leurs complots. Ce n'est pas un hasard si le jour-même du coup de force, «Republica» publiait un document révélant que le Parti de Cunhal s'appropriait à «épurer» 70 personnes, dont des antifascistes connus, de la télévision.

Marchais-Leroy attaquent violemment le dirigeant socialiste portugais Soares parce que celui-ci s'oppose aux manœuvres de leur ami Cunhal. Ils vont jusqu'à l'accuser de s'ingérer dans les affaires intérieures de la France. Eux qui, il n'y a pas si longtemps, trônaient aux côtés d'un membre du Comité central du parti de Brejnev, en plein Paris, dans un meeting traitant d'une affaire intérieure française. Les dirigeants révisionnistes du P«C»F ne diront pas que leurs amis portugais ont mis en place une nouvelle PIDE en utilisant les dossiers et des hommes de la police fasciste de Salazar-Caetano, cinquante militaires et civils portugais viennent de révéler ce fait. L'Association des anciens détenus antifascistes portugais a également protesté. Quant à Mitterrand force est de constater sa duplicité. Il écrit dans «l'Unité» qu'au Portugal «la démocratie est en péril». Dans le même numéro, Claude Estier parle des «manquements aux libertés dont se rend aujourd'hui responsable de Parti communiste portugais». Ce seraient là des prises de position positives si dans le même temps le PS n'avait décidé d'engager une campagne commune avec le P«C»F pour la «liberté d'information» en France. Comment peut-on prétendre défendre la liberté d'information avec ceux qui veulent l'étouffer, avec ceux qui sont du côté des agresseurs du «Republica» ? S'ils étaient au pouvoir, les dirigeants du P«C»F n'agiraient pas différemment de Cunhal. Voilà pourquoi ils applaudissent quand des militants révolutionnaires sont jetés en prison.

A Moscou, Prague, Lisbonne, Paris ils sont les ennemis des libertés. Ils sont des socialistes en paroles, des fascistes dans les faits : des sociaux-fascistes.

André COLERE

L'HUMANITE ROUGE A 1 FRANC

Nous avons dans un précédent numéro expliqué que notre journal devrait passer à un franc pour pouvoir maintenir sa parution.

Nos lecteurs savent que ce n'est pas de bon cœur que nous augmentons ainsi le prix de vente du journal, mais comment faire ? D'ailleurs les ouvriers, les travailleurs et tous les révolutionnaires ne comprennent-ils pas

facilement que si nos passons à 1 franc ce n'est pas pour maintenir ou augmenter des «profits» comme les capitalistes mais pour pouvoir continuer à servir quotidiennement la cause du combat révolutionnaire pour l'indépendance nationale, pour le soutien à la lutte de classe et la préparation de la révolution prolétarienne.

Le social-impérialisme en difficulté en Egypte

Moins ils peuvent s'ingérer dans les affaires intérieures d'un pays, plus ils deviennent maussades. C'est ainsi que les pressions du social-impérialisme russe se font plus fortes sur l'Égypte, dont la majorité du peuple a acquis, l'expérience pratique aidant, une claire conscience de ce que représente véritablement la clique Brejnev, cette fausse amie des peuples.

Le social-impérialisme a fait interdire la pièce satirique «Vive la délégation», voilà qu'aujourd'hui la troupe Tahia Kariok élève une protestation indignée, qui bénéficie d'un large écho dans le peuple égyptien, contre cette intolérable ingérence dans les affaires intérieures de l'Égypte, et l'interdiction est levée (voir HR No 276).

La superpuissance russe refuse le moratoire sur les dettes égyptiennes, et voilà que Sadate condamne cette attitude de grand seigneur dans une interview à la télévision du Koweït.

Les sociaux-impérialistes refusent de longue date de fournir des armes

DEPECHEs

PALESTINE :

Les combattants palestiniens ont intensifié leurs opérations militaires du 14 au 20 mai contre les occupants sionistes. Le 14 mai, ils ont détruit une voiture de police au Nord de Jérusalem ; le 18 mai, ils ont posé une puissante charge explosive à retardement dans un centre de réunion de soldats ennemis ; le 19 mai, trois véhicules militaires ont sauté à Jérusalem. Le 20 mai, c'est la ligne de chemin de fer entre Rafah et Kham Yunis, au Sud de Gaza qui a sauté.

AFRIQUE :

A l'occasion de la journée de la libération de l'Afrique et du 12ème anniversaire de la fondation de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), de nombreux dirigeants des Etats africains ont manifesté leur soutien à la lutte des peuples contre les autorités coloniales d'Afrique du Sud et leur volonté d'indépendance économique et d'unité.

à l'Égypte, voilà qu'aujourd'hui, non content d'avoir dénoncé publiquement à la télévision koweïtienne cet embargo impérialiste, Sadate permet à l'Égypte de se doter d'une industrie d'armements quasi indépendante.

C'en est trop ! Les prétentions hégémoniques du tigre russe ne peuvent s'accorder de tels actes de résistance !

Aussi les révisionnistes de Moscou décident-ils d'abord de «reporter» à une date ultérieure le voyage de leur ministre des Affaires étrangères, Gromyko, au Caire ; et passent-ils aux attaques ouvertes contre le peuple égyptien et les peuples arabes.

C'est ainsi que «La Pravda» du 27 mai critiquait sévèrement le quotidien caïrote «Al Ahrâm» et «ceux qui le poussent» pour avoir annoncé «la fausse nouvelle de l'installation de bases militaires russes en Libye. Pour l'organe central du parti révisionniste russe, cette attitude des Égyptiens «nuît au renforcement de l'amitié soviéto-arabe».

D'autres sources russes indiquent que le Kremlin reproche également au Caire de vouloir empêcher une trop grande «amitié soviéto-syrienne» et de continuer à envisager un éventuel règlement du problème du Proche-Orient grâce à la formule des «petits pas» de Kissinger.

D'autre part, le quotidien «Sovetskaya Rossiya» estimait mardi que «la reprise de la Conférence de Genève doit être précédée de la consolidation des rangs arabes» et accusait indirectement l'Égypte de ne pas la faciliter.

On voit bien là ce que cherche la clique Brejnev : construire l'unité des pays arabes sur la base de leur... soumission au social-impérialisme russe. Si tel n'est pas le cas, s'ils ne peuvent y imposer leur diktat, les nouveaux tsars ont tout intérêt à repousser à plus tard la reprise de la Conférence de Genève.

Dans la situation actuelle, marquée par le renforcement de la lutte des peuples arabes contre l'hégémonie, il n'est pas impossible que le social-impérialisme effectue un virage à 180°, et fasse des pieds et des mains pour retarder la tenue de la Conférence de Genève après l'avoir réclamée à grands cris. Ces hésitations diplomatiques prouvent une chose : la clique impérialiste de Brejnev ne fait pas la pluie et le beau temps au Moyen Orient. C'est une bonne chose.

VIVE LA COOPERATION ALGERO-CHINOISE !

R. Semmad rapporte dans «El Moudjahid» qu'un protocole d'accord algéro-chinois portant sur la construction à Médéa d'une fabrique d'instruments médicaux et chirurgicaux a été signé mardi après-midi par MM. Nemiche, secrétaire général du ministère de la Santé, et Chieu Pot-chin, chef de la mission d'étude chargée du projet, en présence de MM. Omar Boudjellab, ministre de la Santé, et Lin Tchong ambassadeur de la République populaire de Chine à Alger. R. Semmad indique : «D'une superficie de cinq hectares dont quatre couverts, l'usine fabriquera chaque année, après sa mise en pleine production, 16 variétés, 111 modèles et 4 millions 900 mille pièces d'instruments. (Elle) emploiera près de 300 personnes et nécessitera un investissement de 30 millions de dinars.» Il ajoute : «La mission chinoise assurera pour sa part l'envoi de techniciens pour suivre l'exécution des travaux dont le commencement est prévu pour la fin 1975. Cette assistance technique prévoit également le montage des équipements et la production à titre d'essai, de même qu'elle formera sur place le personnel algérien pour la maîtrise de la technique de production.»

Ce nouvel accord montre ce que signifie «coopération» dans l'esprit du gouvernement et du peuple chinois. La République populaire de Chine soutient véritablement les peuples du monde et leur apporte une aide matérielle, efficace et totalement désintéressée. Voilà qui diffère totalement de l'attitude de grands seigneurs des prétendus «amis des peuples» que sont les sociaux-impérialistes russes.

Cet accord concrétisant la coopération et le renforcement de l'unité des pays du tiers monde est un nouveau coup porté à l'impérialisme, notamment à l'hégémonie des deux superpuissances. Nous saluons en lui un nouveau pas en avant dans l'édification du front uni mondial anti-impérialiste et anti-hégémoniste.

EDF-GDF

Les révisionnistes «utilisent» les activités sociales

A EDF-GDF, il n'y a pas de Comité d'entreprise, mais un organisme géré exclusivement par les représentants syndicaux, pour la Sécurité sociale, une mutuelle, des activités sociales gigantesques (vacances, loisirs, etc.). C'est la C.C.A.S. que les révisionnistes tiennent en mains (1) car la CGT bénéficie encore de la confiance des travailleurs que le PCF avait acquis quand il était le parti révolutionnaire du prolétariat.

Ils gèrent un budget d'environ 40 milliards d'anciens francs (la direction donne 1 % des ventes d'électricité et de gaz), ce qui fait de la CCAS le premier club de loisirs de France, avant le Club Méditerranée (et les révisionnistes en sont fiers !).

Alors qu'à EDF-GDF les dirigeants révisionnistes mènent grand tapage pour «défendre la nationalisation», «contre l'emploi des entreprises privées», la CCAS vient de signer deux contrats avec une entreprise «privée», l'un pour une enquête théorique sur les relations entre le service informatique et les services utilisateurs, l'autre sur la formation permanente et le perfectionnement. Montant de ces deux contrats : plusieurs centaines de millions !

Mais ce n'est pas tout : ces contrats sont passés avec la SOGIR, c'est-à-dire une des nombreuses entreprises entre les mains du P.C.F. Rien de plus simple donc, pour les révisionnistes, que de surévaluer quelque peu, ou beaucoup, les contrats pour en faire passer une partie au P.C.F., c'est-à-dire pour l'asservissement de la France à l'impérialisme russe.

Autre exemple : la CCAS vient de racheter à la CGT la polyclinique

défective de la rue Richerand. Rien de plus facile, là aussi, pour mettre de l'argent de côté. En général, vu l'importance des sommes qui transitent entre les mains des dirigeants révisionnistes de la CCAS, il suffit de trouver des fournisseurs, vendeurs, etc. membres ou sympathisants du P.C.F. pour obtenir des «ristournes» pour le parti qui n'a plus rien ni de communiste, ni de français.

Mais au fait comment s'appellent donc de telles pratiques ?

Pour faire avaler la couleuvre, les révisionnistes expliquent qu'ils «associent» les représentants des autres syndicats à la gestion, que les décisions sont prises à l'unanimité. Mais ce n'est pas un Conseil d'administration qui permet de contrôler l'utilisation des fonds. C'est la gestion au jour le jour qui permet d'utiliser les sommes considérables de la CCAS. Et cela les révisionnistes se le refusent. Ils font par exemple la chasse aux syndiqués CFDT et font tout pour qu'à la CCAS la CGT soit le syndicat unique «à la polonaise».

Par exemple, quand il y a des grèves, la CGT de la CCAS fait travailler le personnel puisqu'il est «au service des 120 000 agents d'EDF-GDF».

Mais à la CCAS, comme ailleurs, les travailleurs prennent conscience de ce que les révisionnistes sont des agents du social-impérialisme, des traîtres au prolétariat et à la nation, des sociaux-fascistes. Une section CFDT s'organise, des travailleurs expliquent les opérations «fouche» des révisionnistes, les dénoncent.

Correspondant H.R.
(1) Le président de la CCAS, il y a un an, était membre du Comité central révisionniste.

LE COMITE DE SOUTIEN

Au service des travailleurs en lutte

Dans un tract qu'il nous a fait parvenir, le comité de soutien de l'usine Garnier à Redon, trace le bilan de ses trois mois d'activité. Chez Garnier, les travailleurs sont en lutte pour faire échec au plan de la direction qui veut licencier 150 travailleurs ; et où les postes départementaux CGT et P.C.F. ont proposé un plan de licenciements similaire à celui de la direction. Le tract essaie de dégager le rôle et les méthodes d'un comité de soutien. Son objectif est de populariser la lutte, soutenir moralement et financièrement les travailleurs en lutte.

Qu'il peut en faire parti ? Aussi bien des membres d'une organisation que des personnes non organisées. Et l'initiative du lancement peut venir des uns comme des autres. Il doit être, impérativement sous la direction des travailleurs en lutte, et reconnu par l'assemblée générale des travailleurs concernés. Il peut faire toutes les propositions qu'il juge bonnes pour soutenir activement la lutte des travailleurs, ces propositions une fois adoptées en assemblée générale du comité de soutien doivent être répercutées en AG des travailleurs sans filtre préalable.

En ce qui concerne son rapport avec les organisations politiques ou

autres, le tract souligne que en aucun cas les organisations doivent utiliser le comité de soutien et les actions qu'il mène pour servir leur propre fin ce qui n'exclut pas qu'ils puissent développer leur propre analyse sur le conflit. C'est l'assemblée générale du comité qui décide.

Là il doit informer les travailleurs, et avec eux faire des propositions d'actions. Ensuite des commissions sont mises en place, chacune étant sous le contrôle des travailleurs en lutte, et responsable entre deux AG de l'exécution des décisions prises. Un délégué de chacune des commissions doit préparer avec les représentants des travailleurs le contenu et l'animation de l'AG suivante.

Il est souhaitable qu'une coordination s'établisse entre les commissions du comité de soutien et celles existantes au sein de l'entreprise.

Quant aux comités de soutien extérieurs au lieu du conflit, ils sont également sous le contrôle des travailleurs en lutte, et pour se faire des réunions de coordination périodique se tiendront.

Une telle conception du soutien permet de réaliser l'unité la plus large et une véritable démocratie pour les masses

MANUVAL (AVEYRON) Les travailleurs luttent, les bonzes trahissent

Chez Manuval (à Marcillac, dans l'Aveyron), les travailleurs sont en grève illimitée.

Le comité du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) du Bassin houiller est intervenu par tracts à plusieurs reprises, pour affirmer sa solidarité aux grévistes et démasquer les traîtres révisionnistes du P«C»F et certains dirigeants de l'UD CGT. Il a envoyé une somme de 200 F en solidarité. Des mots d'ordre ont été écrits sur les murs de la région : «Solidarité avec les travailleurs de Manuval en lutte !»

Les révisionnistes ont tout fait pour essayer de saboter cette juste lutte. Le tract du PCMLF explique que les dirigeants de l'UD ont refusé que la sortie des camions soit empêchée. Ainsi, «11 camions sont sortis, chargés de pièces permettant d'assurer la production dans les autres usines du groupe Labinal». Aucun contact n'a été pris avec les autres usines du groupe. Malgré que le soutien financier n'ait pas été réellement organisé, c'est spontanément que des travailleurs ont d'eux-mêmes organisé la solidarité. Les révisionnistes ont prôné le défaitisme dès les premiers jours de la grève : «S'il y en a qui veulent rentrer on les comprendra» disaient-ils ! Le tract continue ainsi :

«Pourquoi n'ont-ils pas popularisé la juste lutte des ouvrières et des ouvriers de Manuval ? Pourquoi n'ont-ils encouragé aucune initiative des travailleurs : confection d'affiches pour populariser le conflit dans toute la région et le département ; organisation de crèches pour les enfants, etc. Pourquoi étaient-ils contre l'occupation ? Au nom de la sacro-sainte «légalité». Or qu'est-ce que la «légalité» ?

«La légalité des patrons c'est d'annoncer les licenciements de 28 personnes (dont des femmes enceintes) à 11 h pour midi.

«La légalité des patrons c'est d'exploiter férocement les ouvrières de Manuval (ils poussent même jusqu'à dire qu'il n'y a pas de cadences à Manuval).

«La légalité des ouvriers c'est de se donner tous les moyens pour faire aboutir leurs revendications, et en particulier de se mobiliser à l'intérieur de l'usine du jour et de nuit afin d'empêcher toute production.

«Est-ce la légalité bourgeoise ou la lutte classe contre classe que veulent les travailleurs, syndiqués et non syndiqués ainsi que de nombreux délégués de Manuval ?

«Que disait la CGT il y a 40 ans ?
«L'occupation est solidement organisée de jour et de nuit. Les bureaux de la direction sont occupés, les téléphones sont au mains des pickets de grève qui peuvent ainsi se tenir en constante relation avec l'extérieur. Chaque jour se réunissent des assemblées de grévistes et des réunions du comité de grève. C'est sur ces comités que repose la direction du mouvement. Ils sont en liaison constante avec les syndicats et avec les grévistes, ils organisent le ravitaillement et les loisirs, ils veillent à la sécurité contre le sabotage et les provocations toujours possibles... (des équipes de travailleurs organisent cette sécurité et entretiennent le matériel)»

(esquisse d'une histoire de la CGT, p.152).

«Dans ces conditions, pourquoi les bonzes de l'UD n'ont-ils pas impulsé la création d'un comité de grève (regroupant syndiqués et non syndiqués) pour diriger la lutte sur la base de la démocratie

prolétarienne : assemblées générales ; votes à mains levées ; contrôle par les travailleurs de toutes les discussions avec le patron.

«Pour nous la réponse est claire : les dirigeants de la CGT ne défendent plus les intérêts des travailleurs, mais tentent d'imposer par la démagogie (et par le passé prestigieux de la CGT, notamment pendant la Résistance) leur politique contraire à nos intérêts. Leur politique consiste à vouloir imposer en France un pouvoir social-fasciste (socialiste en parole, fasciste en fait), encadrant la classe ouvrière par un syndicat unique dirigé par le P«C»F, s'appuyant sur une loi antigriève comme au Portugal, et vendu au social-impérialisme russe.

«L'arme des travailleurs, c'est l'unité la plus large sur des bases précises sans distinction d'étiquette syndicale.

«L'arme des travailleurs, c'est de rester vigilant devant les manœuvres des briseurs de grève, les pontes révisionnistes du P«C»F»

Néanmoins, la combativité des travailleurs, en particulier des femmes, a permis de déjouer certaines manœuvres des bonzes, et la grève continue.

*La lutte des ouvrières et des ouvriers de Manuval est la lutte de tous les ouvriers du Bassin !
Unité dans l'action ! Tous solidaires !*

Déjouons les manoeuvres révisionnistes

Dans «La voix des chèques» No 6 (Paris 15e), les marxistes-léninistes démasquent les manœuvres des dirigeants CGT. En effet, depuis quelque temps ceux-ci (suivis par la CFDT) lancent une offensive sur la question «du samedi libre sans récupération» (sans en avoir discuté préalablement avec le personnel) !

Nous tenons au samedi libre sans récupération, mais les dirigeants syndicaux la présentent comme une revendication prioritaire, alors que le plus important pour nous actuellement c'est : de savoir où nous serons demain, de lutter contre les mutations d'office, contre les licenciements d'auxiliaires et contre les conditions déplorables d'installation en électronique. Et sur cela les révisionnistes ne font rien !

Ils bloquent totalement l'information, et font semblant de mobiliser les travailleurs, en proposant d'envoyer des pétitions au ministre. Ils essaient de désarmer notre combativité, en mettant en avant une revendication secondaire qui nous détourne du combat principal.

Comme on l'a déjà vu pendant la grève de novembre 74 et après, les dirigeants révisionnistes utilisent les travailleurs comme masse de manœuvre, pour redorer leur blason bien terni depuis la dernière grève, et les mener dans l'impasse en disant par exemple «Grâce à la CGT, nous avons gagné le samedi libre». Et c'est toujours pour servir leur ligne politique anti-ouvrière.

Imposons une véritable lutte sur nos revendications fondamentales.

STUB PIQUANT

SOCIÉTÉ DE TRANSFORMATION
ET D'UTILISATION DU BOIS

Echec aux licenciements

L'usine Stub-Piquant, à Faverges, fait partie du groupe commercial Gimm (portes, fenêtres). Elle compte 185 employés dont 162 ouvriers. Plus de 50 % d'entre eux sont des travailleurs immigrés.

En 1968, est créé un syndicat CGT, véritable syndicat-maison qui, au début de cette année, signe allègrement avec la direction un accord prévoyant 22 licenciements et l'organisation du chômage partiel. Tout cela sans en informer les travailleurs. Ceux-ci, se doutant que quelque chose se tramait, se renseignent à l'UL CFDT à Faverges et constituent une section syndicale CFDT. Celle-ci demande immédiatement des négociations pour la réintégration des 22 licenciés et pour discuter de l'organisation du travail. En effet, depuis le mois de mars, les ouvriers travaillaient en moyenne 30 H tandis que les cadres, agents de maîtrise continuaient à travailler 40 H. Plusieurs réunions ont lieu avec la direction qui se réfugie derrière la «mauvaise conjoncture économique» et étale des montagnes de chiffres.

Le conflit

Il démarre le 12 mai au matin, les travailleurs refusant le roulement établi par la direction pour le chômage partiel : 100 gars travailleraient au lieu de 160 en alternance. Après les résultats d'une entrevue d'une délégation de leurs camarades avec la direction, les travailleurs décident très majoritairement d'occuper l'usine. La direction riposte en faisant venir un huissier pour constater l'occupation, en coupant le circuit général d'électricité, en essayant d'utiliser la maîtrise, les cadres contre les grévistes. En réponse, les travailleurs occupent la totalité de l'usine le mardi 13, y compris les bureaux de la direction. Les patrons ne rentreront que s'ils sont décidés à négocier. Plusieurs réunions ne donnent rien.

Mardi 20, les grévistes rompent les négociations, la direction posant des conditions inacceptables.

Mercredi 21, débrayage de solidarité dans toutes les boîtes de Faverges avec une manifestation en ville de plus de 700 personnes. La direction, surprise par l'ampleur de la solidarité, par la détermination des grévistes qui refusent la sommation d'évacuer les locaux, demande à négocier dès le lendemain. Les grévistes vigilants font échouer les manœuvres de la direction en rompant une fois encore les négociations le jeudi 22. Enfin le vendredi 23, ils obtiennent une première victoire : tous les licenciés sont réintégrés ; les jours de grève sont payés à raison de 40 % du salaire environ ; compensation intégrale de la baisse et horaire de 44 H (octobre 74) à 40 H d'ici la fin de l'année ; prime exceptionnelle de 10 F par jour chômé par personne ; plusieurs autres points concernant les primes au rendement ; le 13e mois.

La victoire: enseignements

Si les travailleurs ont pu remporter la victoire, c'est qu'ils ont de bout en bout pris en mains leur lutte sans compromis. Les décisions sont prises en assemblée générale et les travailleurs sont constamment tenus au courant des négociations : c'est l'application de la démocratie prolétarienne. Les travailleurs ont été vigilants et ont répondu du tac-au-tac aux manœuvres de la direction. Ils ont su trouver une solidarité de classe sur Faverges dans les autres usines, dont certaines avaient déjà remporté une victoire contre les licenciements comme Tissot-Dupont. Les travailleurs ont su reconnaître qui étaient leurs amis et leurs ennemis. Il y a eu le soutien actif de l'UL et de l'UD CFDT. Soutien également de la section locale du PS. Par contre le P«C»F a été invisible pendant tout le conflit sauf certains militants de base. Il n'est venu qu'une fois à l'usine pour mettre en garde les travailleurs contre «des actions aventuristes». Les travailleurs ont apprécié.

Cette victoire après celle de Tissot-Dupont (HR 13 mai) prouve que l'on peut faire échec aux licenciements par une lutte classe contre classe contre les patrons et les faux amis de la classe ouvrière, les révisionnistes du P«C»F.

Correspondant H.R.

bulletin d'abonnement

à **L'Humanité** 
rouge

PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS,
UNISSEZ-VOUS !

22 Nos (1 mois) 10 F

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

PARIS-BRUNE

LA LUTTE CONTINUE, MAIS VIGILANCE
FACE AUX MANOEUVRES REVISIONNISTES

Au troisième jour de la grève, les postiers du centre de tri Paris-Brune tiennent bon. Malgré l'attentisme, le défaitisme et les manœuvres révisionnistes et réformistes, la combativité reste intacte, car les postiers comptent sur leurs propres forces et savent bien que le succès de leur grève, comme l'extension de la lutte, dépendent en premier lieu de leur détermination.

La grève a été reconduite de brigade en brigade à une forte majorité. Cependant en brigade A, bastion du P.C.F., les manutentionnaires du transbordement travaillaient en dépit des efforts de persuasion déployés par les grévistes. Le poids de la trahison de la grève d'octobre qu'ils avaient faite de bout en bout, se ressentait dans leurs arguments.

Dans chaque brigade, les grévistes s'efforcent de convaincre les chauffeurs des camions de repartir sans décharger ; efforts couronnés de succès le 28 mai, mais le 29 au matin la direction, Branchu en personne, fait des pressions sur les chauffeurs qui, pris entre deux feux, finissent par céder. Une situation nouvelle requiert une nouvelle tactique.

En début d'après-midi, vu l'échec de la méthode persuasive, il apparaît à la majorité des gars que la fermeture des grilles s'impose.

Cette solution présente divers avantages :

- efficacité : les camions ne peuvent plus rentrer,
- manifestation de la détermination des grévistes.

Dans le cas d'une intervention policière, il est certain que des non-grévistes rallieront leurs camarades et que le mouvement de solidarité dans les autres centres ne peut que contribuer à l'extension de la grève. Mais, étant donné les risques pour l'administration créés par une intervention des flics (départ en grève de centres

indécis auparavant), celle-ci est loin d'être inéluctable.

Par contre ne rien faire entraîne :
- un renforcement de la position de la direction, des bidous, et des non-grévistes,

- une exploitation par la presse de cet effritement,

- une démobilité dans les autres centres qui savent alors qu'à Brune les gars bossent, les camions sont déchargés, donc pensent que le mouvement s'effrite et qu'en tout cas il y a recul par rapport au premier jour.

Les grévistes réclament alors une assemblée générale pour se prononcer sur la fermeture des grilles. Les délégués, prétextant une réunion, repoussent la tenue de l'assemblée générale d'une bonne heure ; les camions, eux, rentrent et sont déchargés. Harcelés, les délégués finissent par réunir une soi-disant assemblée générale. Sempé, le révisionniste préposé aux sales besognes (il enterra notamment la grève du chantier Yvelines du 7 octobre), baratine largement pour noyer le poisson, sur « le respect de la liberté du travail », sur les « éléments extérieurs » à la brigade B 1 (lui-même pourtant était de la A... du temps où il travaillait). Il s'oppose à la fermeture de la grille. Des postiers veulent intervenir : il faut presque se battre pour arracher le mégaphone. Un camarade parle en faveur de la fermeture de la grille, approuvé par la majorité. Mais les pontes évitent le vote en se repliant vers les locaux syndicaux. Confusion dans l'A.G., les responsables syndicaux intermédiaires subissent les critiques sévères des travailleurs écœurés. Les camions rentrent sans discontinuer devant les camarades désabusés et sans moyen d'intervention.

Voilà un exemple de la démocratie qui règne dans les A.G. ! Celles-ci

deviennent la tribune de quelques bonzes révisionnistes et réformistes. Ce qui se traduit actuellement par l'oubli systématique des formes concrètes que prend la démantèlement. Il faut noter cependant qu'en intervenant à chaque A.G. sur ces aspects concrets, nous avons réussi à faire dire aux délégués de la brigade C : « Quand nous parlons de levée des sanctions, il s'agit de toutes les sanctions, y compris le licenciement d'un auxiliaire et la réintégration des stagiaires dans leur centre d'origine. » Dont acte. Mais vigilance !

Vigilance, car la stratégie des révisionnistes soutenus par les réformistes, consiste à refuser la lutte contre le démantèlement des PTT, qui sert leurs intérêts, eux qui rêvent de gérer le capitalisme sous sa forme la plus concentrée, le capitalisme d'Etat (modèle : l'URSS), grâce notamment aux nationalisations bourgeoises. Nous insistons sur le fait que le démantèlement est bel et bien un phénomène de concentration monopoliste et correspond donc à une aggravation des conditions de vie et de travail des postiers (licenciements, remise en cause d'avantages acquis, organisation « scientifique » du travail : cadences accrues, participation à sa propre exploitation). L'intérêt des travailleurs est de lutter contre le démantèlement, celui des révisionnistes est de le combattre en paroles, mais de le soutenir dans les faits. Une fois de plus, les soi-disant représentants des travailleurs sont démasqués en tant que traîtres au prolétariat.

La grève s'étend : gare du Nord, Gennevilliers, Trappes, Créteil, Melun, Toulouse...

Plus que jamais, exigeons la satisfaction de nos revendications !

Les communistes marxistes-léninistes de Paris-Brune

POUR AMENAGER LE CHOMAGE

Durafour fait des promesses...
les révisionnistes, des propositions...

Répondant mardi à l'Assemblée nationale aux nombreuses questions orales qui lui étaient posées, Michel Durafour a dressé une fois de plus un sombre tableau de la situation de l'emploi. Celle-ci « marque une nette dégradation par rapport à l'an dernier » a reconnu le ministre, citant l'augmentation officielle de 81 % des demandes d'emploi durant les 12 derniers mois, le chiffre officiel de 1 265 700 journées de travail perdues au titre du chômage partiel en mars, et ajoutant qu'en avril dernier les offres d'emploi ont été en recul de 55 % par rapport à avril 1974.

Analysant plus particulièrement le phénomène du chômage des jeunes, Michel Durafour a estimé que l'arrivée d'une nouvelle génération sur le marché du travail constituait « la principale source d'inquiétude ». Le ministre prévoit en effet que sur 808 000 jeunes ayant 16 ans cette année, 650 000 se porteront sur le marché du travail. Evoquant pour le moyen terme « une politique cohérente et concertée de réduction de la durée du travail et l'aménagement des conditions d'accès à la retraite », il a confirmé que le gouvernement préparait des mesures « pour faciliter l'emploi des jeunes à partir de la rentrée ». C'est au conseil restreint qui se tiendra vendredi à l'Élysée que reviendra la tâche de définir plus précisément ces mesures.

Intervenant après le ministre du chômage, Guy Ducloné, député révisionniste d'Issy-les-Moulineaux, a déclaré : « On peut dire que s'il est aujourd'hui indispensable d'indemni-

ser le mieux possible les chômeurs, il est préférable de résorber le chômage que d'indemniser les victimes. »

En parlant de la sorte, Ducloné a montré que le parti révisionniste fait aujourd'hui sien un point de vue bourgeois : « quitte à limiter très peu et provisoirement l'augmentation des profits capitalistes, autant réduire de façon minimale l'extension du chômage plutôt qu'indemniser mieux un plus grand nombre de chômeurs ; espérons de surcroît que cela nous amènera la paix sociale ». Mais surtout, en tenant de tels propos, ce que le représentant du parti de Leroy-Marchais a voulu cacher c'est la véritable nature de la crise et ses véritables causes. En accréditant l'idée d'une résorption possible du chômage, d'un aménagement possible de la crise, Ducloné voulait faire d'une pierre deux coups : primo il espérait cacher à la classe ouvrière que c'est bien de la crise du capitalisme qu'il s'agit, et que la seule issue possible est donc la révolution prolétarienne instaurant la dictature du prolétariat ; secundo il espérait faire croire aux travailleurs que le seul responsable de la situation est Giscard et cacher ainsi le fait que ce sont les deux superpuissances qui portent la responsabilité principale de la crise actuelle du système impérialiste mondial, et que c'est donc elles que les travailleurs doivent prendre comme cible principale.

Puis Ducloné a exposé les mesures que le P.C.F. préconise dans la situation actuelle : « Le pouvoir de suspension de toute mesure de licenciement par les élus des comités d'en-

treprise ; la possibilité de recours suspensif à une instance extérieure à l'entreprise auprès des commissions paritaires, auprès des organismes administratifs et juridiques ; la possibilité d'appel devant les assemblées élues, le Conseil général devrait pouvoir, après avis du Conseil municipal, mettre son veto aux licenciements dans l'attente d'une solution à la recherche de laquelle il participerait. » Passant volontairement sous silence la revendication fondamentale, et vitale, de la classe ouvrière « Non à tout licenciement, du travail pour tous », les révisionnistes cherchent à laisser s'échapper un peu de vapeur pour empêcher la marmite d'exploser. De même que l'accord d'octobre 1974, ces mesures ne visent qu'à « limiter » un peu l'ampleur du chômage, et surtout faire accepter à la classe ouvrière de payer les frais de la crise.

Pour notre part, nous, marxistes-léninistes, nous appelons la classe ouvrière à rejeter l'idéologie anti-ouvrière, antipopulaire et antinationale, diffusée par le parti révisionniste. Nous l'appelons à dénoncer comme la pire réaction le parti de Leroy-Marchais, et à le combattre comme tel.

Nous appelons la classe ouvrière à s'unir à la base, pour et dans l'action contre tout licenciement, individuel ou collectif, pour l'obtention du droit au travail.

Nous l'appelons à se mobiliser et à se dresser dans une lutte implacable contre la cause véritable de la crise capitaliste que sont les deux superpuissances, l'impérialisme américain et le social-impérialisme russe.

A PROPOS
DU FEUILLETON

LES ROSENBERG

Samedi 24 mai au soir, la télévision a passé la première partie du film « Les Rosenberg ne doivent pas mourir ».

Que montre le film ?

Les Rosenberg apparaissent comme des progressistes, on dit d'eux qu'ils sont communistes ; ils sont accusés de haute trahison à l'égard de leur pays (les USA), on les accuse en effet d'avoir livré la bombe A aux Soviétiques, et d'être responsables des événements de Corée où comme nous le savons, les impérialistes américains ont été « obligés » d'intervenir au nom du « monde libre » et de l'anticommunisme. Les Rosenberg sont en fait victimes d'un véritable complot monté par le FBI. Le film montre que les Rosenberg sont injustement accusés, et qu'ils ne sont pas des traîtres à leur pays.

Même si ce film est bien et intéressant, il présente un danger : ce film tend à faire croire à notre peuple que les révisionnistes du P.C.F. sont incapables de trahison.

Les Rosenberg n'étaient pas des traîtres, ils étaient attachés au communisme ; mais les Marchais, Leroy et Cie n'ont plus rien à voir avec le communisme ; ils agissent pour le compte des sociaux-impérialistes de Moscou. Il y a aussi la Russie qui a bien changé. La Russie d'aujourd'hui n'a plus rien de commun avec celle que connurent les Rosenberg, ce n'est plus la grande Union soviétique, le premier pays socialiste ayant alors pour dirigeant le grand Staline, c'est devenu la Russie des nouveaux tsars qui ont usurpé le pouvoir après la mort de Staline ; la Russie est aujourd'hui une puissance impérialiste agressive qui nourrit des visées hégémoniques sur le monde entier et plus particulièrement aujourd'hui sur l'Europe qu'elle veut dominer.

Comme à l'époque des Rosenberg où l'impérialisme américain a agressé le peuple coréen en lutte pour l'indépendance et la liberté, le social-impérialisme russe sous couvert de détente et de paix, se prépare à agresser l'Europe de la même façon qu'il a déjà agressé la Tchécoslovaquie.

Ces façons d'agir là ne sont pas dignes des communistes, ce sont des impérialistes et fascistes. Et le P.C.F. qui soutient l'activité des nouveaux tsars de Moscou n'a strictement plus rien de communiste ni de français, c'est la 5e colonne en France du social-impérialisme, il cherche à désarmer et à endormir le peuple pour l'empêcher de se dresser les armes à la main contre une agression sociale-impérialiste. Les Marchais, Leroy et Cie sont des traîtres à la nation et au prolétariat.

Il est nécessaire de mettre les choses au clair après la diffusion de ce film risquant de semer la confusion, et de rappeler que les traîtres, ce sont les faux communistes du parti de Marchais, et que les authentiques communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge sont les véritables défenseurs de l'indépendance nationale.

SOUSCRIPTION

Le montant de ce que nous avons reçu du 28 au 29 mai au matin était de 4 546,05 F.

Le total général de la souscription était donc de 97 707,22 F le 29 mai au matin.

à paraître prochainement :
LE SOUFFLE No 2
passez vos commandes à :
« Le Souffle », B.P. 365
75064 Paris, cedex 02